

Ne nous laissons pas mourir d'impatience, Détruisons ce qui nous détruit !

Loin des soupirs citoyens et des démobilisations cérébrales de la gauche, alors que l'Etat (d'urgence ou non) cherche à dissuader les révoltés *the hard way*, pendant que certains réclament la justice pour machin et la vérité sur trucmuche, alors que d'autres préfèrent encore œuvrer au synergie de la convergence-des-luttes afin d'assurer la convergence-des-gauches, pendant que les plus ambitieux réfléchissent déjà à la capitalisation de leur pseudo influence sur le dit « mouvement contre la loi travail », il y en aura pour les vingténaires comme pour les autres, chacun son cercueil organisationnel, pendant que des politiciens radicaux s'astiquent en se regardant se regarder (...et son monde), alors que des réacs de tout poil veulent réinstaurer la race comme grille d'analyse du monde, alors que d'autres nous expliquent d'assemblées en assemblées qu'il ne faut rien faire et attendre notre heure sur leurs horloges cassées, que ce n'est pas le moment, d'autres encore nous bassinent de leurs exhortations à l'action pour finir par de piteux blocages symboliques d'une heure ou par le *#retweet* contre ce monde et son monde (...et son monde), alors que le déploiement contre-insurrectionnel de l'Etat se développe dans tous ses volets, législatifs, judiciaires, policiers, économiques et psychologiques,

LES RÉVOLTÉS NE PALABRENT PLUS...

Plutôt que de vivre assis, ils passent la nuit debout, sans *spotlights* et sans caméras, sans citoyens-flics, sans chauvins, sans fachos, sans remords. Ils n'attendent pas le tracer de manif déposées par les beaufs du SO de la CGT ou les boloss de l'UNEF, ils n'attendent pas d'être 300, ils n'ont pas besoin d'afficher leur «virilité» en criant «ahou» comme des CRS (laissons leur la virilité !), ils ne se lamentent pas sur le triste sort du mobilier urbain, ils nient en actes, ils renient en bloc, ils n'ont plus de foi, ne veulent plus des lois ni de leur esprit, n'ont plus de croyances, ils se foutent bien de savoir ce que le ciel pense d'eux, mais ils ont des perspectives et une projectualité claire :

EN FINIR AVEC L'ETAT ET LE CAPITAL,
ICI ET MAINTENANT.

Ce monde ne repose pas que sur la tête des flics. Comme nous, nos ennemis ne sont pas des concepts abstraits, ils n'ont pas de couleurs, de races ou de genres, mais ils ont des fonctions et des responsabilités dans notre asservissement, ils ont des noms et des adresses.

RENDONS LEUR VISITE !

DÉTRUISONS LA NORMALITÉ.



Ni loi ni travail : Des propositions pratiques* :

• **18 FÉVRIER, PARIS, LES LILAS, PRÉ SAINT GERVAIS** : Cinq locaux du PS ont leurs vitres défoncées à Paris et en Seine Saint Denis : Dans le IIIème (40 rue Charlot), le XVème (36 rue Mathurin Régnier), le Vème (328, rue St Jacques), aux Lilas (rue du 14 Juillet) et au Pré Saint Gervais (33 rue Gabriel Péri). Un communiqué explique ces quelques actes : « *s'opposer à l'état d'urgence c'est s'opposer à l'Etat tout court et au parti au pouvoir le PS. Cela ne se fait pas avec des promenades traine-savates aux côtés de partis politiques, syndicats et bigots obscurantistes ni avec des banquets avec des religieux ou juste en se plaignant de la violence policière* ».

• **10-15 MARS, BESANÇON** : On apprend dans la presse que les permanences politiques du PS et d'un sénateur LR ont toutes les deux fait l'objet de dégradations. Sur le PS : « *pourriture sociale* » en couleur noire et « *contre votre monde de képis* » peint en rouge et en caractères de trois mètres de hauteur. Sur la permanence du sénateur, de la colle a été projetée dans la serrure de la porte d'entrée pour la rendre inutilisable. D'autre part, la vitrine a été recouverte de tags. Non loin de là, un A cerclé et « *Pour vivre debout, bloquons tout, grève générale* ».

• **18 MARS, PARIS** : Huit DAB sont sabotés par divers moyens (marteau, mousse expansive, extincteur) dans le nord de Paris. Un communiqué explique : « *au lieu de nous plaindre aux côtés des partenaires sociaux (matons de la révolte) détruisons ce qui nous détruit ! Pas besoin de manif !* ». Les intentions sont clairement exposées : « *La "loi travail" on en a rien à péter, on veut juste tout péter !* » Voilà une bonne idée !

• **22 MARS, PARIS** : Suite aux négociations en lousdé pour « occuper » un amphi à la fac de Tolbiac, « quelques enragés d'un autre 22 mars » décident de grimper jusqu'au septième

étage, là où se trouvent les bureaux administratifs de la fac qu'ils saccagent en coupant les câbles, en jetant divers liquides sur les appareils électroniques divers, les papiers administratifs sont détruits et deux ordinateurs sont embarqués pour être détruits au calme. Le communiqué précise : « *Il s'agit là de la réalisation d'une volonté précise de ne pas se limiter à des prises de parole, des AG, des manif (qu'elles soient à 11h ou à 13h30), mais de contrer toute forme de connivence avec le pouvoir, tous les pouvoirs* ».

• **24 MARS, PARIS** : Alors que dans la journée, le SO de la CGT avait tabassé, gazé et donné aux flics des manifestants à Montparnasse, « des travailleurs de la nuit (non syndiqués) » et très inspirés ont décidé de rendre des coups la nuit-même, brisant les vitres du local de la CGT, rue Pierre Bonnard, dans le XXème, en solidarité avec les arrêtés du 24 mars.

• **8 AVRIL, PARIS** : Le local de la CGT du XIVe arrondissement, rue de l'Aude, perd ses vitres. Parce que nous ne voulons pas de leur gestion de l'exploitation. Un geste revendiqué par des « *travailleurs en démolition* » : « *Nous ne voulons aucune gestion de notre esclavage, le travail* ».

• **12 AVRIL, TOULOUSE** : La bourse du travail est attaquée avec des ampoules de peinture, une poubelle incendiée contre sa façade et le tag « *Tous les flics ne sont pas bleus* » laissé sur un mur. Il s'agit, selon un communiqué, d'une attaque contre la CGT.

• **12 AVRIL, SAINT-DENIS** : Des tags sont apposés autour de l'entrée de l'Université Paris VIII : « *Nique la race, vive la lutte des classes* », « *Racialistes hors des mouvements* », « *racialistes = racistes²* » « *Si Dieu existait, il faudrait le détruire* ». Un communiqué explique qu'il s'agit de s'opposer à la tentative de hold-up politique de la mouvance raciale dans cette fac.

*Ces quelques attaques ont été (sauf mention) revendiquées, pas de récupération ou de substitution politique ou journalistique possibles, ni de porte-paroles de l'anonymat.